L'agriculture de proximité comme révélateur de l'interterritorialité du périurbain?

Autor(en): **Chometon, Marianne**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **68 (2010)**

Heft 4: **Fractures et enjeux de la mondialisation ; Alimentation et lien social**

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-283594

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'AGRICULTURE DE PROXIMITÉ COMME RÉVÉLATEUR DE L'INTERTERRITORIALITÉ DU PÉRIURBAIN?

Marianne Chometon
marianne.chometon@gmail.com

> Bien souvent, au sein des espaces périurbains, l'agriculture n'a pas la part belle. Face aux nouveaux résidents, et aux activités qui s'y sont développées, elle ne constitue plus le secteur dominant, ni au plan démographique, ni au plan économique. Des consommateurs citadins, qu'ils résident en ville ou se soient installés en périphérie exprime une demande en matière d'agriculture de proximité, ainsi qu'en témoigne le spectaculaire essor des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP). Cet article est l'occasion de montrer que cette agriculture de proximité peut constituer une ressource territoriale pour le périurbain

Depuis plus de quarante ans, les campagnes suscitent un fort attrait. De nouveaux habitants s'installent en périphérie des villes. Si ces zones devenues «périurbaines» sont l'objet d'un engouement grandissant, c'est que, pour nombre de ménages, elles donnent l'opportunité d'accéder à la maison individuelle tout en bénéficiant des avantages combinés de la ville (emploi, services) et de la «campagne» (cadre de vie, paysage). Il s'agit de se rapprocher de la «nature» tout en maintenant des pratiques urbaines. Cependant, ce processus donne lieu à un insoutenable paradoxe: la quête de «la nature» (en termes de paysage) détruit son objet même: la nature (en termes d'écosystèmes et de biosphère). Associée à l'automobile, la maison individuelle est en effet devenue le leitmotiv d'un genre de vie dont l'empreinte écologique démesurée entraîne une surconsommation des ressources naturelles insoutenable à long terme (Berque, 2008). A la critique environnementale de ces processus d'étalement urbain s'ajoutent des craintes concernant le manque de lien social supposé dans ces zones où dominent «un repli sur la vie domestique ou un certain entre-soi» (Duvernoy et all., 2005). Comme le souligne Martin Vanier (2008), l'incapacité historique à faire de la question périurbaine une question collective autrement que par le refus de sa réalité, est due à une déficience de fond: la prise en compte de la nature interterritoriale de l'espace. Ne considérer ces espaces que comme un effet indésirable de l'urbain empêche d'en saisir les dynamiques non seulement urbaines mais aussi rurales. Tant d'un point de vue formel (organisation de l'espace, paysage) que sur le plan fonctionnel (activités, organisations, institutions), ces espaces sont pourtant le produit de logiques hybrides. Il paraît alors plus pertinent de penser le périurbain comme un espace à part, un «tiers espace» (Martin Vanier, 2003), produit de l'interterritorialité[5].

[5] «Parmi les communes rurales ou urbaines, certaines sont manifestement inscrites dans plusieurs territoires, par les pratiques de leurs habitants, de leurs acteurs sociaux et économiques, par leurs dispositifs collectifs publics ou privés: elles font donc partie de ce qu'on appellera le tiers espace, pour déborder et ré-interprêter le périurbain» (Vannier, 2008)

Notre questionnement se centre sur l'agriculture en tant qu'objet potentiel de l'interterritorialité: dans quelle mesure l'agriculture peut-elle faire la charnière entre les territorialités urbaines et rurales et permettre de penser le périurbain comme un espace hybride et spécifique? Nous présentons dans le cadre de cet article les éléments de la problématique d'une thèse sur les logiques socio-spatiales de l'agriculture de proximité dans les territoires périurbains[6]. Bien souvent, au sein des espaces périurbains, l'agriculture n'a pas la part belle. Face aux nouveaux résidents, et aux activités qui s'y sont développées (services à la personne, commerce, artisanat), elle ne constitue plus le secteur dominant, ni au plan démographique, ni au plan économique. Les logiques agricoles sont alors mal connues et acceptées des autres résidents, conduisant, ici et là, à des conflits d'usage (odeurs, bruit, pollutions). Pourtant l'agriculture y demeure un enjeu majeur: en effet, les agriculteurs, encore détenteurs de la majeure partie ces espaces, sont garants des aménités (cadre de vie, paysages, équilibres écologiques,...) qui font l'attractivité mêmes de ces espaces. La multifonctionnalité liée aux activités agricoles (notamment en termes de maintien des paysages et des équilibres écologiques) est alors mise en avant notamment par les populations urbaines et périurbaines. Des consommateurs citadins, qu'ils résident ou ville ou se soient installés en périphérie exprime une demande en matière d'agriculture de proximité, ainsi qu'en témoigne le spectaculaire essor des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) (1). Afin de mieux saisir ce que peut recouvrir cette nouvelle tendance agricole, nous tenterons de montrer ici comment les agriculteurs produisant pour des AMAP se représentent leurs activités (2).

1. L'AGRICULTURE DE PROXIMITÉ COMME CHARNIÈRE DE L'URBAIN ET DU RURAL

Re-territorialisation de l'agriculture

La reconnaissance et la mise en avant de la multifonctionnalité de l'agriculture ne sont pas propres au périurbain. Elles résultent d'une reconsidération de la place de l'agriculture dans la société. La remise en question du modèle de l'agriculture moderne, construite sur un objectif de quantité et structurée en filières agroalimentaires, met en avant de nouveaux enjeux (maintien des équilibres écologiques, biodiversité, qualité des produits, préservation des paysages, articulation villes/campagnes, etc.). Les attentes de la société vis-à-vis de l'agriculture ont également changé: celle-ci semble plus en demande de qualité (des produits alimentaires, des conditions de production ou encore des relations sociales qu'elle induit).

La valorisation de la multifonctionnalité de l'agriculture et la réponse à la demande de qualité s'opère au travers d'un processus de «re-territorialisation». En effet, face à une agriculture productiviste, dé-territoririalisée (filières agro-industrielles, bassins de production spécialisés), on assiste au développement d'une agriculture de plus en plus inscrite territorialement, cherchant des pratiques plus durables, valorisant la situation géographique de sa production et donnant lieu à une patrimonialisation (Rieutort, 2009).

Le développement de la vente directe, dans la mesure où elle permet de faire coïncider bassin de production et bassin de consommation, participe de ce processus de re-territorialisation. Pour les consommateurs, elle donne l'opportunité de renouer (ou nouer) contact avec le monde agricole. Ce mode de vente apparaît comme le moyen de retrouver une confiance

6 Thèse commencée en janvier 2010

dégradée ou perdue. C'est la possibilité d'échanger avec le producteur sur les produits, les modes de production, de pouvoir signaler un problème de qualité ou de faire part d'une insatisfaction ponctuelle qui permet de retrouver cette confiance (Hérault-Fournier et al., 2009). Pour les producteurs, la vente directe est non seulement l'occasion de mieux valoriser économiquement leurs produits mais aussi, plus généralement d'acquérir une reconnaissance sociale (Le Caro et Daniel, 2007). Il s'agit, également, pour eux, de sortir de la position d'hétéronomie dans laquelle l'agriculture conventionnelle les plaçait jusque là (Prevel, 2007). A l'échelle collective, la vente directe offre l'occasion de mettre en relation deux mondes qui, jusqu'alors n'avaient que peu de liens: le monde des producteurs et le monde des consommateurs.

Ainsi, insatisfaits par le modèle de l'agriculture conventionnelle et désireux de promouvoir un autre mode de produire et de consommer, de nouveaux acteurs se mobilisent collectivement, autour de la question agricole. Au sein de réseaux informels, ils créent des dispositifs innovants telles que les Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP)[7]. Cette tendance, qui s'appuie sur la demande des consommateurs citadins correspond également au désir d'installation d'une nouvelle catégorie d'agriculteurs, nouveaux «paysans» souvent installés hors cadre familial et non issus du milieu agricole (Durant, 2007). La présence de ces acteurs dans la gestion du secteur agricole constitue un fait nouveau. En effet, alors que l'agriculture conventionnelle est gérée par l'Etat et les organisations professionnelles agricoles (OPA), cette nouvelle tendance, elle, s'appuie sur des logiques endogènes. Ces dispositifs permettent non seulement de produire ou de s'approvisionner en biens alimentaires considérés comme de qualité, de choisir un mode de distribution en accord avec ses valeurs, mais également d'acquérir, à terme, d'acquérir plus de poids dans les prises de décision concernant l'agriculture. Ainsi constitués en collectif, leur parole peut se faire entendre face aux acteurs décisionnaires classiques. Ils participent à ce titre à la gouvernance agricole de leur territoire d'appartenance.

Agriculture de proximité en périurbain

Une «agriculture de proximité» se développe. Ce terme, dont on trouve les premières occurrences dans les milieux militants est ainsi définie: «une agriculture paysanne locale, économiquement viable, socialement équitable et écologiquement saine»[8]. Si nous le retenons, c'est que la notion de proximité, telle qu'elle est développée au sein de l'économie de proximité (Gilly et Torre, 2000; Pecqueur et Zimmerman, 2004), nous semble recouvrir les principales dimensions de cette nouvelle forme d'agriculture. Il s'agit d'une agriculture de proximité, d'abord au sens géographique du terme. Cette alternative à l'agriculture productiviste s'opère en effet au travers d'une re-territorialisation. Elle s'appuie sur le territoire en tant qu'espace physique et culturel et destine sa production à ce même territoire. Les maillons de la chaîne alimentaire restent concentrés dans une aire de proximité. A la

---

7 Alliance Provence paysans – écologistes - consommateurs a déposé le terme d'AMAP en 2003 auprès de l'institut national de la propriété en en donnant la définition suivante: «Une AMAP réunit un groupe de consommateurs et un agriculteur de proximité autour d'un contrat dans lequel chaque consommateur achète en début de saison une part de la production qui lui est livrée périodiquement à coût constant. Le producteur s'engage à fournir des produits de qualité dans le respect de la charte de l'agriculture paysanne».

8 Socle commun des AMAP, MIRAMAP, décembre 2009

proximité géographique se combine la proximité organisée: une des caractéristiques de cette agriculture est le fait qu'elle soit soutenue par des acteurs divers, et non plus seulement agricoles, qui se coordonnent pour définir le type d'agriculture à développer et les modalités d'action à mettre en œuvre pour ce faire. Ces acteurs sont alors proches du point de vue institutionnel (mêmes valeurs, représentations, visions du monde) et organisationnel (même registre d'action).

Si la question de l'agriculture de proximité nous semble particulièrement intéressante à aborder pour les espaces périurbains, c'est d'une part parce que son existence est fonction de la mobilisation d'un nombre suffisant de consommateurs. Les villes et leurs périphéries peuvent ainsi être considérées comme des bassins de consommation potentiels. D'autre part, l'agriculture de proximité semble pouvoir répondre aux attentes des périurbains en matière de multifonctionnalité. En effet, la multifonctionnalité de l'agriculture de proximité fait écho à celle du périurbain (Maréchal, 2007). C'est ce qui nous pousse à penser que cette forme d'agriculture puisse être une ressource territoriale pour ces espaces. Alors que les espaces périurbains se caractérisent par la gamme des fonctions des quatre «P»[9] : place, play, production & protection functions (Bryant, 2005), cette nouvelle tendance agricole, quant à elle, valorise sa position de proximité avec l'urbain au plan technique (fraîcheur des produits, économie d'énergie en terme de transport) mais aussi au niveau social (liens producteurs/consommateurs, mise en liens des mondes rural et urbain); elle donne lieu à des activités de loisirs ou d'éducation (visites d'exploitations, marchés à la ferme,...); elle a bien sûr une fonction de production et enfin, les pratiques qui la caractérisent contribuent au maintien de la biodiversité et valorisent le patrimoine culturel (paysages, savoir-faire traditionnels, races et variétés anciennes,...). L'existence d'une agriculture de proximité aux abords des villes permet alors de reconsidérer la question du périurbain. En effet, en profitant de son positionnement à l'intersection de territoires urbains d'une part et ruraux de l'autre, elle pourrait réconcilier les territorialités qui y sont associées, et ainsi permettre de dépasser une vision plutôt stérile qui ne considère ces espaces que comme un sous-produit de l'urbain.

2. REPRÉSENTATIONS DES AGRICULTEURS EN AMAP: UNE PROXIMITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE AVEC LE TERRITOIRE

Dans le but de mieux comprendre les représentations qui motivent et justifient cette nouvelle tendance agricole, nous avons conduit une étude exploratoire sur un échantillon de 15 agriculteurs produisant pour deux AMAP du département du Puy-de-Dôme (France), au sud est de Clermont-Ferrand.

Alors que le modèle agricole productiviste a placé l'agriculteur dans une position d'hétéronomie (Prevel, 2006), au fil des entretiens et des observations, il apparaît que les «paysans» de notre échantillon sont, dans tous les domaines de leur travail (vente, comptabilité/gestion, financement, agronomie/zootechnie, soins,...), en quête d'autonomie. Cette conquête de l'autonomie vis-à-vis du global, des industries agro-alimentaires ou de l'appareil agricole

---

9 Place function: l'accessibilité des espaces périurbains permet des fonctions pour laquelle la distance est déterminante: habitat, approvisionnement, services collectifs. Play function: attrait de ces espaces pour le tourisme et les activités récréatives. Production function: ces espaces conservent une fonction de production. Protection function: conservation du patrimoine naturel et culturel.

institutionnel est paradoxalement rendue possible par l'acceptation d'un rapport d'interdépendance avec leur environnement social et écologique. En effet, s'il s'agit pour eux d'être le moins possible dépendants des structures globales, la participation aux réseaux locaux est une condition nécessaire à leur existence. Ainsi, bien loin de se considérer comme des concurrents, ils coopèrent à divers niveaux de leurs activités: «On s'arrange...on s'arrange avec d'autres producteurs pour se faire passer la marchandise pour les livraisons parce que sinon on pourrait pas en fait. Ou alors il faudrait monter le prix si on devrait....On commençait à chercher et puis on a eu des propositions des collègues qui livraient à tel endroit. Avec les gens du marché... ça fait un peu trafic des fois... (rires). On fait des livraisons communes, ouais on fonctionne comme ça» (entretien agriculteur 1, mai 2009)

Cette agriculture, au delà du fait qu'elle destine sa production à la localité, dépend ainsi de la vitalité des liens de proximité géographique. «Nous on préfère fonctionner le plus près possible (entretien agriculteur 1, mai 2009). Cependant, si la proximité géographique est une donnée essentielle des pratiques de ces agriculteurs, la proximité sociale constitue une des finalités du métier. En effet, être paysan c'est pour ces acteurs se donner la possibilité de construire les conditions d'un dialogue, c'est échanger avec l'environnement social dont ils dépendent. C'est la question des labels qui illustre le mieux ce désir d'échange. En effet, pour beaucoup, la certification supprime la nécessité pour le consommateur d'entrer en dialogue avec le producteur: «Par ailleurs, l'expérience que j'avais eu en bio, parce que les gens avec qui j'aurais dû m'associer ils étaient en bio, ça m'avait pas enchanté sur le public, sur les marchés, qui venait m'acheter. Enfin ça dépend lesquels mais y en a une bonne partie qui, une fois qu'ils ont lâché un peu plus d'argent que d'habitude, ils pensaient que tout était résolu, ils sont sûrs d'avoir acheté de la qualité et du coup ils posaient pas plus de question sur comment tu fais, etc. En gros ça créait pas plus de relation finalement parce que t'as un label, t'as un nom qui crée le cadre et tout est résolu. Moi je préférais être plus sur une relation de discussion, de confiance, voire même de venir voir la ferme, qui nécessite de prendre du temps, de parler, de se connaître un peu, pas pour tout le monde mais pour une (Entretien agriculteur 2, mai 2009). Sur cette question d'être ou non certifié agriculture biologique, dans notre échantillon, la préférence est donnée à la proximité. Mieux vaut acheter à un voisin que d'acheter bio pour une question de coût d'abord mais aussi relationnelle: «Je suis pas en bio pour plusieurs raisons déjà parce qu'au début, j'achetais du foin. J'étais pas autonome en foin ce qui est maintenant le cas. Donc j'achetais du foin par là autour qui était pas en bio d'une part, et du coup ça aurait voulu dire acheter du foin ailleurs, dans une filière bio classique, ce qui, moi, m'intéressait pas forcément, parce que, en l'occurrence, je faisais des échanges avec les gens qui me filaient le foin, je leur filais... je leur en payais une partie en heures de travail que j'allais faire ou je leur laissais des prés. Ça me permettait d'avoir des relations avec les voisins» (Agriculteur 2, mai 2009). Enfin le fait de ne pas être en «bio», permet de ne pas vendre trop cher et ainsi de ne pas produire pour une élite ayant la capacité financière de manger sainement. Pour ces paysans, il reste important que leur production soit accessible à des gens proches d'eux tant géographiquement que socialement: «En sachant que ça m'allait bien aussi de vendre pas trop cher parce que ça voulait dire aussi vendre à des gens que je vois par ailleurs, avec qui je fais des choses par ailleurs et qui sont des gens qui ont pas forcément d'argent, qui sont pas pour autant dans la misère mais qui ont pas beaucoup d'argent. Donc pour moi, tu vois, y avait une cohérence entre vendre à

des gens avec qui je parle, avec qui je fais d'autres trucs que leur vendre de la viande et y a pas tout d'un coup...et mon activité professionnelle elle est pas en décalage complet parce que je vends trop cher». (Agriculteur 2, mai 2009).

L'agriculture, telle que pensée par ces nouveaux «paysans», devrait alors pouvoir développer une proximité sociale au sein de la proximité géographique. La volonté d'entretenir un rapport de proximité avec l'environnement naturel est également mise en avant. Il s'agit de conduire ses activités tout en garantissant l'intégralité et la stabilité de la communauté biotique. Toute leur action, qu'elle concerne leurs pratiques agricoles ou leur façon même de vivre est menée en ce sens. Alors que le modèle agricole productiviste se fonde sur un rapport de domination et de mise à distance de la nature (la culture hors sol en étant l'illustration la plus frappante), il semble que la forme d'agriculture qui nous intéresse cherche à développer un rapport de proximité tant avec le milieu social qu'avec le milieu naturel. Ces résultats confortent les analyses anglophones réalisées sur les réseaux agro-alimentaires alternatifs (Winter, 2003), montrant l'encastrement des dimensions sociales, écologique, politique au sein de l'activité économique. Cet encastrement est territorialement ancré (proximité avec le territoire dans ses dimensions sociales et écologiques).

Pour conclure nous faisons l'hypothèse que cette agriculture de proximité peut constituer une ressource territoriale (Gumuchian et Pecqueur (dir), 2007) pour le périurbain dans le sens où elle pourrait faire la charnière entre des territorialités urbaines et rurales. La ressource territoriale ne préexiste pas au territoire, au contraire, elle résulte d'un double mouvement de spécification et de coordination (Gumuchian et Pecqueur (dir), 2007) Il s'agit en effet de repérer, de spécifier, ce qui peut faire ressource au sein du territoire. Ce processus s'appuie donc sur les représentations collectives associées au territoire. Interroger l'agriculture de proximité en tant que ressource territoriale conduit ainsi à montrer quels sont les processus qui permettent la convergence des représentations et la coordination des acteurs autour de l'agriculture de proximité. Ainsi, tandis que les arènes des négociations ne concernent plus seulement les acteurs agricoles et l'Etat, que d'autres acteurs non agricoles se saisissent de l'agriculture comment construire, de façon partagée, un nouveau référentiel agricole qui sache répondre aux enjeux de développement des territoires?

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Berque, A., Les rurbains contre nature. Détruire la biosphère par amour du paysage, Le Monde Diplomatique, février 2008.

Bryant, C., La place des espaces ruraux périurbains et de l'environnement dans le développement régional», symposium Territoires et enjeux du développement régional, 2005.

Durand, G., «La vente directe en Bretagne: phénomène marginal ou nouvelle manière d'exercer le métier d'agriculteur» in L'agriculture participative, PUF de Rennes, 2007.

Duvernoy, I.; Jarrige, F.; Moustier, P.; Serrano, J., Une agriculture multifonctionnelle dans le projet urbain: quelle reconnaissance, quelle gouvernance?, dans André Fleury (dir), L'agriculture périurbaine. Les cahiers de la multifonctionnalité, n°8, 2005.

Gilly, J.-P.; Torre, A. (dir.), Dynamiques de proximités, L'Harmattan, 2000.

Gumuchian, H.; Pecqueur, B. (dir), La ressource territoriale, Economica, 2007.

Le Caro, D.; Daniel, R., «Les motivations des agriculteurs d'après une enquête auprès de vendeurs directe en Bretagne» in L'agriculture participative, PUF de Rennes, 2007.

Prével, M., L'usine à la campagne. Une ethnographie du productivisme agricole. L'Harmattan, 2007.

Pecqueur, B.; Zimmerman, J.B., (Dir), Économie de proximités, Ed. Hermès, 2004.

Prigent-Simonin, A-H.; Hérault-Fournier, C.; Merle, A., «Les points de vente collectifs de produits alimentaires: au croisement de différentes formes de proximités. Les 6èmes journées de la proximité», Poitiers, 2009.

Rieutort, L., Dynamiques rurales françaises et re-territorialisation de l'agriculture, L'information géographique, n°1, 2009.

Winter, M.; Embeddedness, the new food economy and defensive localism, Journal of Rural Studies, n°19, 2003.

Vanier M., De la géographie comme science sociale, Pouvoirs locaux, n° 59, 2003.

Vanier, M., Le pouvoir des territoires: essai sur l'interterritorialité, Economica, 2008.